

Libre-échange : une chance pour l'agriculture

Compte tenu de la crise de l'endettement, les difficultés économiques que connaît l'Europe devraient perdurer encore quelque temps. Dans ce contexte, il est d'autant plus important que la Suisse se tourne vers de nouveaux partenaires commerciaux dans d'autres régions du monde. Les grands marchés de croissance comme l'Inde et la Chine sont particulièrement intéressants. Et pas seulement en raison du nombre impressionnant de consommateurs potentiels de produits et services helvétiques. Dans ces pays, la prospérité croissante a notamment fait émerger des classes moyennes aisées qui s'intéressent de plus en plus aux produits de qualité élevée. La Suisse a des atouts à faire valoir à cet égard. Et cela ne concerne pas seulement les montres ou d'autres produits industriels, mais également les produits agricoles.

La conclusion d'un accord de libre-échange avec des marchés émergents asiatiques est dans l'intérêt des secteurs secondaire et tertiaire, on le sait. Pourtant, cela devrait également intéresser l'agriculture au plus haut point, dans la mesure où elle propose des produits d'excellente qualité. Paradoxalement, ce secteur est considéré comme un opposant à de tels accords. Même s'il est vrai qu'un accord de libre-échange avec la Chine peut représenter un défi pour certains produits agricoles, l'agriculture suisse ne devrait pas ignorer les opportunités immenses que comporte un tel accord. Le potentiel est phénoménal non seulement pour notre industrie agroalimentaire, mais surtout pour nos paysans. Le blé peut certes être produit à meilleur coût sur les plateaux du Deccan en Inde que dans l'Emmental, cela ne fait aucun doute. Il n'en reste pas moins que, sur les grands marchés asiatiques, la qualité est recherchée au même titre que le volume : les aliments de haute qualité et authentiques provenant de Suisse ou d'une région donnée sont plus demandés que jamais. Et la Suisse a bien plus à offrir que des fromages affinés ou du chocolat fin. Les opportunités sont nombreuses. Si nous ne les saisissons pas, nos concurrents européens du secteur agricole, eux, ne s'en priveront pas.